



HAL
open science

Evaluation qualitative des analyses sur l'efficacité d'une politique économique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Evaluation qualitative des analyses sur l'efficacité d'une politique économique. Evaluation des politiques publiques, Université Pierre Mendès France Grenoble, 2004. hal-02865144

HAL Id: hal-02865144

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02865144v1>

Submitted on 16 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Evaluation qualitative des analyses sur l'efficacité d'une politique économique

L'exemple de la politique de transition en Russie

Jacques Fontanel

In

**Evaluation des politiques publiques,
Université Pierre Mendès France Grenoble
Grenoble, 2004**

Résumé : Les évaluations générales de la politique de la transition économique de la Russie, la thérapie de choc, sont divergentes. Pour Stanley Fisher, les résultats sont politiquement intéressants, la Russie est devenue une démocratie et une économie de marché qui va se diriger vers une croissance soutenue, grâce notamment au développement du secteur privé. En revanche, Josef Stiglitz, Marshall Goldman, Serguey Menshikov, ou Ivan Samson sont plus critiques, soulevant les principales difficultés de l'économie russe, avec l'oligarchie, la criminalisation des banques, les inégalités de revenus, la prédation.

General assessments of Russia's economic transition policy, shock therapy, are divergent. For Stanley Fisher, the results are politically interesting: Russia has become a democracy and a market economy that will move towards sustained growth, thanks in particular to the development of the private sector. On the other hand, Josef Stiglitz, Marshall Goldman, Serguey Menshikov, or Ivan Samson are more critical, raising the main difficulties of the Russian economy, with oligarchy, criminalisation of banks, income inequalities, predation.

Mots clés : Transition économique, conversion, marché, Etat, économie russe
Economic transition, conversion, market, States, Russian economy

Voici plusieurs interprétations de la transition de l'économie russe, l'une positive, faite par Stanley Fisher, à l'époque *First Deputy Managing Director* au Fonds Monétaire International à Washington, les autres plus négatives concernant la fameuse stratégie de la « thérapie de choc ». Il est aisé de constater que pour des économistes mondialement connus, les évaluations générales de la politique économique concernant la fameuse « thérapie de choc » sont très divergentes¹.

L'analyse de Stanley Fisher

Des progrès substantiels ont été réalisés par l'économie russe depuis 1991, grâce aux défis proposés par les responsables politiques. La Russie a emprunté une étape critique sur la route de l'économie de marché, par la suppression du système socialiste totalitaire, le démantèlement de la planification des prix et la libéralisation des prix. La Russie est devenue une démocratie, avec un Président, des corps législatifs élus par le vote populaire et une presse libre, même si le système politique doit encore trouver les moyens susceptibles d'obtenir des solutions plus consensuelles que conflictuelles. En 1998, l'activité économique russe est fondamentalement déterminée par des mécanismes du marché. Le secteur privé produisait déjà 70% du PNB, ce qui faisait de lui le principal agent de la croissance et du changement économiques. En outre, la politique monétaire était déjà conduite par une banque centrale professionnelle soucieuse d'assurer la stabilité des prix. Par contre, il manquait à l'époque un code fiscal, des règles budgétaires claires, des services compé-

¹ Ces analyses ont été reproduites *in extenso* dans : Fontanel J., (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, « Débats », PUG, Grenoble.

tents pour collecter les taxes et contrôler les dépenses, et des systèmes d'information adéquats pour une bonne gestion fiscale, ce qui limitait le potentiel de la politique budgétaire du gouvernement. Plusieurs challenges politiques restaient à gagner.

Pour Fisher, la Russie de 1998 devait se diriger vers une croissance soutenue, grâce à la baisse de l'inflation, aux ajustements fiscaux et aux réformes structurelles. La Russie bénéficie d'une base exceptionnellement favorable pour y parvenir (disposition d'importantes ressources naturelles, notamment minérales et énergétiques, d'une force de travail hautement qualifiée, d'un large marché national bénéficiant d'une demande croissante de biens de consommation et d'infrastructures sociales). Cependant, le processus des réformes structurelles ne semblait pas avoir été mené assez loin, jusqu'à son terme, notamment dans la mise en place des solutions du marché, malgré d'importantes avancées dans quelques secteurs de la réforme structurelle (notamment dans la privatisation des unités productives et commerciales à petite échelle, dans la libéralisation du commerce et du système de change, et à un moindre degré dans la libéralisation des prix). C'est ce qui explique le retard de la Russie par rapport aux résultats des pays d'Europe de l'Est.

Pour Fisher, le développement du secteur privé est l'objectif prioritaire. Un rythme rapide de relance économique suppose des accroissements substantiels d'efficacité et d'accumulation du capital, dans le cadre d'un environnement d'affaires compétitif favorable à l'investissement productif. Si certains facteurs, comme l'existence d'une culture marchande, ne peuvent pas être décidés par l'action gouvernementale, il est toujours possible pour autant « d'accélérer les privatisations, d'améliorer la gestion des entreprises appartenant à l'Etat, de restructurer les monopoles naturels, de réformer la propriété foncière, de développer les marchés des capitaux, de renforcer le secteur bancaire, d'établir des règles de droit commercial claires et efficaces, de rendre effectives les procédures de la faillite commerciale, de libéraliser le marché immobilier, de promouvoir la rentabilité agricole et d'éliminer les actions gouvernementales lésant l'investissement ».

Dans ce contexte, plusieurs actions sont prioritaires :

- Accélération des privatisations, selon des modalités améliorées de transparence ;
- Amélioration de la gestion des entreprises appartenant à l'Etat, par la mise en place de contraintes budgétaires dures et d'objectifs précis de profit.

- Restructuration et la fixation des prix des monopoles naturels (gaz, puissance électrique, chauffage urbain et rails).
- Mise en place d'un marché foncier privé par l'enregistrement des terres et promotion d'un système marchand concernant les hypothèques.
- Essor du marché des capitaux avec la mise en place d'un système de lois plus efficace pour les transactions des valeurs mobilières et le renforcement de la Commission de contrôle des actifs financiers.
- Développement d'un secteur bancaire solide et efficace capable d'attirer les épargnes financières, de restaurer la confiance publique et d'assurer une charpente solide de régulation et de contrôle.
- Renforcement de l'ossature institutionnelle et légale en vue de rendre plus facile l'exercice et le transfert des droits de propriété et le renforcement des contrats (mécanisme de banqueroute ou de faillite).
- Libéralisation du marché immobilier.
- Promotion de la productivité et de la rentabilité agricoles.

Ouverture aux marchés et aux investissements étrangers, en supprimant les barrières commerciales existantes, en résistant aux pressions protectionnistes et en luttant contre la corruption, l'arbitraire et les règles administratives complexes

Pour Fisher, en matière de politique budgétaire, les analyses empiriques des taux de croissance montrent que les dépenses de consommation de l'État (à l'exclusion de l'éducation et de la santé) exercent d'une part un impact négatif sur la croissance. Le système de taxation russe est très complexe, avec des exemptions arbitraires, une assiette fiscale faible et, par conséquent, des taux d'imposition très élevés. L'administration fiscale est très mal organisée, ce qui décourage l'investissement national et étranger, crée les conditions d'une évasion fiscale excessive et renforce l'expansion des activités parallèles (ou souterraines). Une réforme est nécessaire en vue de simplifier le système des impôts et l'élargissement de l'assiette fiscale.

Du côté des dépenses, des efforts sont nécessaires pour redéfinir le rôle du gouvernement dans l'économie russe. En outre, les décisions doivent être fondées sur la recherche de l'efficacité et de l'équité. En fixant ces priorités, il sera important alors de :

- « Réduire les interventions directes du gouvernement dans l'allocation des ressources et supprimer les efforts budgétaires en faveur des entreprises (notamment la tolérance pour les arriérés fiscaux et les garanties publiques).

- Accroître les dépenses destinées à la gestion publique et à son contrôle afin de mettre en place un Trésor efficace.
- Réformer le secteur public en réduisant le nombre de travailleurs redondants, et en fournissant des salaires compétitifs, de façon à conserver des cadres de qualité.
- Réduire les financements trop importants dans les domaines de la santé et de l'éducation publiques, tout en améliorant l'efficacité et la disponibilité de ces services.
- Améliorer les objectifs des financements sociaux, tout en renforçant la sécurité sociale. »

Il convient surtout de maintenir le cap fixé par le Fonds Monétaire International, en respectant les règles d'un faible déficit budgétaire, d'une position d'endettement soutenable, d'un faible taux d'inflation et d'un taux d'investissement élevé. Au fond, les principes généraux du fameux consensus de Washington sont appliqués à la Russie. Or, cette politique est aujourd'hui décriée, notamment par les experts eux-mêmes².

Les arguments des « contestataires »

Selon Marshall Goldman³, pour la pensée libérale, toutes les réformes, concernant notamment le système des prix, la privatisation, la politique fiscale et monétaire, devaient être introduites simultanément du fait même que toutes les variables économiques et sociales sont interdépendantes dans une économie de marché. L'Ecole de Chicago a parfois affirmé, avec quelques réticences, que même les droits de propriétés des groupes criminels étaient préférables à la propriété d'État. Or, la thérapie de choc ne pouvait fonctionner que sous certaines conditions (viabilité des infrastructures, fiabilité des institutions marchandes, lois et tribunaux régissant la faillite et le droit civil, notamment). Cependant, parce que les Communistes soviétiques ont eu 70 ans pour détruire ces institutions et la culture bourgeoise, il fallait plus qu'un simple choc pour permettre au marché russe de revenir à la vie. Le marché en Russie ne pouvait guère renaître par simples décrets gouvernementaux. La Chine a offert une alternative plus efficace. La transformation des entreprises d'État et des monopoles en activités privées constituait une tâche prioritaire. En l'absence de contraintes éthiques et légales, des vols étendus et

² Stiglitz J., (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.

³ Goldman M.-I., (1998), « La Russie peut-elle développer une économie de marché normale ? » in *L'avenir de l'économie russe en question*, « Débats », PUG, Grenoble.

généralisés de la propriété publique ont été engagés. Les « vouchers » ont eu une valeur nominale de 10 000 roubles qui, du fait de l'inflation, a conduit rapidement de nombreux détenteurs à les échanger contre une bouteille de vodka, aux forces souvent criminelles ou de l'ancienne économie souterraine. Lorsque les monopoles d'État ont été privatisés sans faire appel à la compétition d'un réseau croissant d'entreprises et d'affaires nouvelles, le résultat inéluctable en a été l'émergence de monopoles privés, et non de la concurrence. Six banques et les sociétés de holdings qu'elles dirigent, plus Gazprom et Lukoil, contrôlent ensemble plus de 50 % des actions de l'économie russe. Au milieu de l'année 1997, les dettes impayées représentaient presque 230 milliards de dollars, soit 20 à 25% du PIB. Pendant la même année, la collecte des impôts a représenté à peine 52% de ce qui était attendu. Dans son effort pour accroître les flux fiscaux, le gouvernement établit 200 taxes différentes qui réduisent à néant la réalisation d'un profit pour l'entreprise. Ce qui facilite l'émergence d'une économie souterraine. Avec la thérapie de choc, les réformes sont passées en force avant même qu'une infrastructure opérationnelle ait été mise en place, ce qui a renforcé la puissance de la mafia et de la corruption gouvernementale. Que faut-il faire maintenant pour redresser la situation ? Il est aussi nécessaire de réduire le pouvoir des six grandes banques et des autres monopoles. Il n'y a pas de garantie que ces prescriptions postopératoires fournissent un remède suffisamment rapide. Du fait des erreurs passées, certains dommages ne pourront pas aisément être éliminés. La plus grande partie de la population est devenue assez cynique concernant le processus de réforme et le degré d'acceptation de tout ce qui est associé au système de marché. Mais pour Cassandre, le système capitaliste russe, qui refuse les échecs de la compétition marchande et ne permet pas la régulation gouvernementale, ne représente pas toujours une amélioration par rapport au vieux système de planification centrale.

Pour Menshikov⁴, les versements du F.M.I. servent à financer l'important déficit fédéral, lequel représente encore à peu près 7 % du PIB (produit intérieur brut). Les conditions de crédit du Fonds sont les suivantes : (1) les objectifs fiscaux et monétaires précis, comme, par exemple la collecte des impôts, les réserves internationales ou l'accroissement maximal de l'offre de monnaie ; (2) les réformes structurelles mutuellement acceptées ; (3) les recommandations de politique économique du Fonds. Si la Banque centrale de Russie adhère strictement aux objectifs monétaires, mais les autorités fiscales ne remplissent guère

⁴ Menshikov S., (1998), « Le Fonds Monétaire et la Russie. Il est temps que ça change ! » in *L'avenir de l'économie russe en question*, « Débats », PUG, Grenoble.

leurs obligations. Seulement 50% des impôts totaux prévus en 1997 par le budget fédéral ont été perçus, un bon tiers n'a pas été reçu sous forme de monnaie, mais plutôt sous forme de « compensations », ce qui a conduit le Fonds à retarder deux fois le paiement de ses crédits trimestriels. La raison fondamentale de la mauvaise collecte des impôts est fondée sur le fait que l'économie russe fonctionne maintenant largement sur la base du troc (*barter*). Près de 70% des ventes de l'industrie russe sont payées en nature plutôt que sous forme monétaire. Les entreprises ne peuvent pas payer les impôts principalement parce qu'elles ont des revenus monétaires insuffisants. Le gouvernement lui-même doit des arriérés aux firmes pour les biens et services qu'il a commandés et acquis. Si Stanley Fischer est globalement satisfait des performances de la Russie, il demande encore plus de contrôles et une plus stricte application des procédures de la faillite aux fraudeurs fiscaux. Pour résoudre ce problème, le Fonds devrait se concentrer sur la réforme bancaire. Les banques russes d'aujourd'hui ne remplissent pas leurs principales fonctions, comme principaux agents de paiements entre les entreprises commerciales et gestionnaires les épargnes monétaires de l'économie réelle. Au lieu de cela, les banques pratiquent l'investissement à court terme dans les fonds d'Etat largement rémunérés et la spéculation financière. Sans banques efficaces et sans flux monétaire normal, la Russie ne pourra jamais devenir une économie de marché complète, avec toutes les caractéristiques requises. Des réformes structurelles importantes sont encore absentes. Parmi celles-ci, Fischer mentionne une plus grande transparence dans le processus de privatisation, le contrôle des monopoles naturels, une réforme foncière, le développement du marché du travail, l'ouverture à l'investissement étranger et la lutte contre la corruption. Au cours du débat de Chicago, Stanley Fischer a insisté sur la stricte application de la loi. On doit toujours se rappeler que l'économie russe n'est pas une économie de marché classique et que les règles des manuels ne lui sont pas, dans la plupart des cas, applicables.

Pour Serguey Braguinsky⁵, la Russie est un pays riche de ressources. La combinaison de ressources abondantes et d'un capital humain raisonnable accumulé par le complexe militaro-industriel laisse supposer que le gouvernement pourrait engager une politique industrielle de promotion et de reprise de la croissance fondée sur les nouvelles technologies, condition sine qua non du succès des réformes russes. Cepen-

⁵ Braguinsky S., (1998) « Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe », in *L'avenir de l'économie russe en question*, « Débats », PUG, Grenoble.

dant, la crise économique a été violente. En 1989 (l'année marquant le début d'une période sans croissance industrielle), la Russie importait presque 20 milliards de dollars de machines et équipements à l'extérieur de l'Union soviétique. En 1997, ces importations étaient estimées à 12 milliards de dollars, dont 3 milliards des anciens pays de la CEI. L'approche de la stabilisation insiste sur le rôle de l'investissement direct à l'étranger, même si les résultats obtenus dans ce domaine ont été trop faibles. La Russie a vraiment besoin d'investissements directs de l'étranger (notamment dans les domaines des technologies avancées), créateurs de nouveaux emplois et de nouveaux revenus et acteurs de la restructuration industrielle. Cependant, près des deux tiers de l'investissement étranger viennent sous la forme de portefeuilles d'investissement non seulement inutiles, mais surtout dangereux pour l'effort de reconstruction industrielle ; en effet, ils accroissent le taux de change et ils créent des sources spéculatives additionnelles de revenus, qui exercent une attraction coupable sur le talent rare des entrepreneurs. Il serait préférable que les investisseurs étrangers y regardent à deux fois avant de verser leur argent dans les portefeuilles de titres, et ce pour leur propre sécurité. La régulation gouvernementale des IDE de type désiré s'avère nécessaire si la Russie veut éviter les problèmes qui frappent les pays de l'ASEAN. Il faut noter que, pendant sa période de reconstruction de l'après-guerre et de forte croissance, le Japon n'a jamais été dépendant d'un flux libre d'IDE, en adoptant délibérément une politique d'importation des technologies et de promotion de l'offre nationale. En outre, seulement 20 à 25% de l'économie russe fonctionne sur la base d'une économie monétaire, celle qui pourtant fonde les règles du jeu des marchés. À l'exception de quelques places développées, la majeure partie de l'économie russe est en situation de divorce complet avec l'économie monétaire, de telle façon que personne en Russie, excepté les analystes occidentaux et quelques courtiers russes de Moscou, n'a réellement fait attention au craquement du crédit de 1995 et à la crise récente du marché des valeurs mobilières. Aussi longtemps que les transactions domestiques resteront démonétisées et portées par « l'économie souterraine », la stabilisation macro-économique continuera à n'avoir aucun effet sur la croissance industrielle et elle n'entraînera vraisemblablement pas la stabilité et la prospérité à long terme de la Russie. Enfin, la démocratie n'est pas seulement profitable dans l'étape présente de la transition d'aujourd'hui, elle constitue même le seul espoir pour son succès ultime. La Russie n'est pas encore devenue une démocratie significative. De façon à continuer sa marche vers l'économie de marché et vers une société civilisée, la Russie a vraiment besoin d'un

changement démocratique de gouvernement et de chefs plus compétents pour conduire, avec succès, les changements fondamentaux exigés par la réforme.

Pour Ivan Samson⁶, les non-paiements se substituent à l'échange monétaire et ils traduisent une démonétisation de l'économie. En 1996, l'endettement créditeur des entreprises a atteint 193 % du PIB. L'Etat est incapable de mettre en place les conditions d'une solution fondée sur la confiance. Les efforts entrepris par l'Etat en 1997 pour accroître les rentrées fiscales se traduisent, par l'effet des vases communicants, par une augmentation des autres arriérés. Ce phénomène est aggravé par la grande faiblesse du système bancaire russe, fonctionnant encore sur une logique essentiellement spéculative. Bon nombre de banques se sont édifiées lors de la période d'inflation en spéculant contre le rouble. Après la stabilisation acquise grâce au corridor en 1995, la spéculation s'est reportée vers le marché des GKO, bons du Trésor à court terme et à taux fixes émis par l'Etat pour financer son déficit, avec des taux réels de 60% à 75% ! En 1995, ces taux ont même provoqué une crise des liquidités, les banques plaçant leurs avoirs en GKO, asséchant ainsi le marché monétaire. De même, beaucoup d'arriérés des entreprises proviennent du placement de leurs liquidités sur les GKO. Ces taux assurent la survie d'une partie des banques, mais au prix d'un accroissement du déficit budgétaire qui se situait à 8% du PIB en 1996, dont la moitié pour le seul paiement des intérêts sur les bons du Trésor. La dette publique russe est en train d'exploser. Les émissions de GKO et OF (bons du Trésor à taux variables) sont passées de 5,5% du PIB en mars 1996 à 11,3% du PIB en mars 1997, auxquelles s'ajoutent les appels de fonds, encore populaires sur les marchés internationaux, et les nouvelles émissions de titres de type GKO par des municipalités et des régions. Malgré cela, le ministère des Finances n'arrive pas à placer des titres pour un montant équivalent à ceux qui arrivent à échéance, et il intervient pour combler le déficit. De nombreuses banques sont menacées de faillite et leur logique reste spéculative (95% des prêts bancaires sont à court terme). Enfin, le montant des investissements directs étrangers (IDE) en Russie est très faible, 6 milliards de dollars cumulés de 1989 à 1996, soit moins que les IDE en Europe centrale pour la seule année 1996. Les raisons de cette faiblesse financière sont les faibles performances fiscales de la Russie qui aggravent la situation budgétaire. Les

⁶ Samson I., (1998), « Le succès de la conversion des industries d'armement, La Russie deviendra-t-elle une économie de marché ? » in *L'avenir de l'économie russe en question*, « Débats », PUG, Grenoble.

taux d'impôts sont trop élevés, complexes et arbitraires. Seulement 17% des entreprises payent leurs impôts pleinement et régulièrement et les recettes fiscales représentent à peine 9% du PIB. La criminalisation des banques et des institutions financières, obligées de blanchir l'argent douteux, fausse la concurrence et accélère la fuite des capitaux. Si l'inflation a bien remplacé la pénurie, signe incontestable d'une rupture systémique fondamentale et irréversible, il reste à démontrer que l'allocation des ressources se fait par le marché et les prix. La stabilisation monétaire n'a pas entraîné à elle seule les comportements vertueux qu'on attendait, la spéculation de court terme prime toujours sur l'investissement et les capitaux continuent de fuir. Les entreprises privatisées ont une logique prédatrice de court terme qui n'a pas été suivie d'une logique industrielle de recherche de profit. L'économie russe ne peut trouver de solution que dans l'optimisme des entrepreneurs et la mise en place, au niveau local, de petites et moyennes entreprises concurrentielles structurant l'espace et transformant les règles du jeu économique au détriment des grandes entreprises privatisées hostiles au changement. La modernisation de la société russe peut se faire par le bas. En outre, la Russie reste une grande puissance militaire, qui reste dangereuse. L'Etat a encore un rôle déterminant à jouer.

On constate ainsi que l'évaluation qualitative des politiques économiques n'est pas une science. Il est difficile de raisonner sur la base du « il aurait fallu que ». En réalité, les tenants de la thérapie de chocs sont convaincus que sans elle, les expressions planificatrices auraient pu se redéployer et empêcher les forces du marché de s'exprimer. Il fallait une vraie « révolution économique », laquelle est très coûteuse humainement, mais s'avère indispensable. Pour les partisans de la « transition graduée », le coût de l'opération a non seulement été excessif, mais elle a aussi créé des conditions économiques qui n'engagent pas l'économie russe dans la bonne voie (grands monopoles, oligarchie, inégalités de revenus, prédation des matières premières, etc.).

Ce débat montre les difficultés de l'évaluation globale des politiques économiques⁷.

⁷ Fontanel J., Samson I., (2003), *Les liaisons dangereuses entre l'Etat et l'économie russes*, « Pour Comprendre », L'Harmattan, Paris.

Bibliographie

Braguinsky, S. (1998) Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe, in Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Brunat, E., Soos, K.A. (2002), Some comments of the medium-term programme for social and economic development of the Russian Federation (2002-2004), RECEP, Moscow, February.

Fisher, S. (1998), L'avenir de l'économie russe, Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (1994), La conversion économique du secteur militaire, Economica, Paris.

Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J., Coulomb, F. (1998), Le succès de la conversion des industries d'armement, condition nécessaire de la réussite de la transition, Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (2001), L'action économique de l'Etat, Editions d'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Samson, I. (2003), Les liaisons dangereuses entre l'Etat et l'économie russe, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., Sen, A. (2003) Civilisations, globalisation et guerre, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J. (2004), Analyse des politiques économiques, Université Pierre Mendès France Grenoble.

Fontanel, J. (2004), Evaluation des politiques publiques, Université Pierre Mendès France Grenoble.

Gaidar, Y. (1998), La politique libérale sans alternative pour la Russie. L'exemple du taux maximum des prélèvements obligatoires, in Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Goldman, M-I. (1998), La Russie peut-elle développer une économie de marché normale ?; in Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Klein, L.R., Pomer, M., The new Russia? Transition gone awry, Stanford University Press.

Maou, V. (1998), La régulation économique de l'Etat. Les bases théoriques et idéologiques de la politique économique de la Russie, Thèse, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

Menshikov, S. (1998), Le Fonds Monétaire et la Russie. Il est temps que ça change, in Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Samson, I. (1998), La Russie deviendra-t-elle une économie de marché? In Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Russian Federation (2001), Mid-Term programme for Social and Economic development of the Russian Federation (2002-2004. Moscow. Mimeo.

Stiglitz, J. (1999), Whither Reform ? Ten year of the Transition. World Bank. Washington. D.C. April 28-30.

Stiglitz, J. (2002), La grande désillusion, Fayard, Paris.

Treytiak, A. (2003), La dette publique et les politiques budgétaires dans les pays en transition : application à l'économie russe, Thèse, Grenoble.

Trounin, I. Ivleva, E., Savelieva, M., Novikov, V. (2002), Russian legislation versus Russian market, RECEP, Moscow.

World Bank (2002), Transition, The First Ten Years, The World Bank, Washington D.C.